



Opposition de fenaco – Aperçu des principaux arguments

Avec son opposition, fenaco prend le risque que la totalité du projet de développement régional (PDR) légumes bio du Seeland ne puisse pas être réalisé. En cas de retardement ou de non-réalisation du projet, fenaco est seule responsable du fait que le développement de la commercialisation de produits biologiques et de la chaîne de valeur qui l'accompagne ne puisse pas être réalisée dans le Seeland.

Le Conseil d'État et le Grand Conseil du canton de Fribourg, ainsi que l'office fédéral de l'agriculture OFAG soutiennent ce projet de manière unanime – il bénéficie donc d'un très large soutien et est absolument légitime.

Les directives et les principes fondamentaux d'un PDR établis dans les ordonnances de l'OFAG se basent sur des lois adoptées par le Parlement suisse. La manière dont les PDR sont mis en pratique par la confédération et les cantons se base donc sur un large consensus parlementaire, jusqu'à présent incontesté pour tous les 62 PDR à travers la Suisse.

Le projet se focalise clairement sur le bio. Les producteurs de légumes conventionnels et leurs organisations sont donc libres de réaliser d'autres PDR dans la région. De ce fait, fenaco a tout à fait la possibilité de participer à un projet de la sorte.

Si fenaco doutait de la légalité du projet, elle pourrait mener une enquête juridique sans pour autant y faire opposition de façon directe et mettre ainsi en danger un projet d'avenir des producteurs bio. De par sa manière de procéder, fenaco livre elle-même la preuve que cette chicanerie juridique n'est qu'un prétexte pour affaiblir les concurrents couronnés de succès (Terraviva et Seeland Bio).



Projet de développement régional légumes bio du Seeland

Le projet bénéficie directement aux producteurs bio associés à Terraviva et Seeland Bio, car il leur permet d'organiser la commercialisation de leurs produits de manière optimale, conduisant ainsi à une plus-value chez les producteurs en question.

Le projet légumes bio du Seeland est neutre sur le plan concurrentiel :

- En raison de sa focalisation sur le bio, le projet ne conduit à aucune restriction pour d'autres PDR dans la région – d'autres producteurs du Seeland peuvent donc également profiter d'un tel soutien financier;
- Les structures qui se font face sont très différentes et ne se font pas directement concurrence : le groupe milliardaire fenaco avec son OGZ Ins intégrée contre les producteurs bio avec leurs organisations d'entraide mutuelle;
- Pas de concurrence directe : les deux organisations de producteurs bio gèrent elles-mêmes la commercialisation de leurs produits bio et ne les vendent qu'à des preneurs, avec lesquels elles collaborent depuis bien des années déjà (Terraviva a été fondée en 1946...) – l'OGZ Ins fait partie du groupe fenaco et transforme principalement des produits non-bio – la part des produits biologique est infime;
- Les producteurs bio rattachés à la GES mandatent l'OGZ pour la transformation leurs produits biologiques et disposent de leur propre marché pour les commercialiser – ce sont ces produits qui constituent la grande part des produits bio de l'OGZ Ins – le marché bio propre à l'OGZ est infime et n'a guère d'importance ni d'impact sur le marché global. De ce fait, la preuve de l'étendue des activités de fenaco, dans le secteur des légumes bio, reste due;
- Le capital d'investissement annuel du groupe fenaco correspond à plusieurs fois le PDR tout entier et est principalement financé, au sein du groupe fenaco, par des revenus non agricoles – c'est une possibilité dont les producteurs bio ne disposent pas – d'où l'intérêt et la nécessité d'un soutien financier partiel par le PDR pour les producteurs de légumes bio;
- Si les enjeux sont inégaux, c'est surtout dû au fait que fenaco a les moyens de financer ses investissements au sein du groupe par les revenus du commerce de produits non-agricoles (par ex. pétrole brut, gamme Landi) et le commerce à grande échelle de produits auxiliaires et de nourriture pour les animaux, tandis que les regroupements de producteurs, tels que Terraviva et Seeland Bio, qui commercialisent exclusivement leurs propres produits, n'ont pas cette possibilité;
- Les producteurs bio financent le projet global à plus de 80% eux-mêmes – le taux des subventions ne constitue que 20% de la somme totale – l'impact du projet est capital pour la réalisation de nouvelles infrastructures, mais n'a qu'une incidence mineure sur la structure des coûts de leurs services. Une distorsion du marché, argument que fenaco met en avant pour justifier son objection, n'est donc pas fondé.

fenaco prétend : dans le marché âprement disputé des légumes bio, il s'agit avant tout de centimes – les subventions aux investissements entraînant ainsi des distorsions de concurrence – mais la réalité est tout autre :

En raison de leur gamme 100% biologique, les deux organisations de commerçants bio jouissant d'une très grande confiance de la part de leurs clients et gagnent leur part de marché principalement grâce à leurs services fiables et innovants, et non par des offres à prix cassés – stratégiquement parlant, ce ne sont pas les centimes qui sont décisifs pour le marché bio, mais la crédibilité et fiabilité. ((En raison de leur orientation stratégique, des groupes mixtes tels que fenaco, ont un problème à ce niveau-là))

L'impact d'une subvention de 20% sur la formation des prix est donc négligeable sur le plan stratégique et ne conduit à aucune distorsion du marché.

Landi Seeland et Terraviva travaillent ensemble depuis bien des années pour la culture de haricots biologiques dans le Seeland.

Avec son opposition au PDR, fenaco met en danger cette collaboration fructueuse. En effet, en cas de refus du projet, Terraviva devra elle-même exploiter les possibilités de création de valeur supplémentaire.

Projet de développement régional légumes bio du Seeland

Politiquement parlant, c'est le moment le plus inopportun pour formuler de telles oppositions et risquer une division dans l'agriculture.

Si l'agriculture suisse et fenaco souhaitent que les deux initiatives agricoles de l'été 2021 soit acceptées, toute action telle que cette opposition de fenaco contre un projet des producteurs bio, est idéale pour diviser l'agriculture de telle sorte que les 96% de la population non paysanne votera oui aux urnes.

Tout retardement de construction, provoqué par l'opposition de fenaco, entrainera des coûts supplémentaires ou pourrait même, en cas de retard de plusieurs années, empêcher un investissement majeur d'environ 75 millions dans la région du Seeland.

Compte tenu de la situation actuelle dans le domaine de la construction, où beaucoup de projets sont retardés voir annulés en raison de la pandémie, c'est fatal.

En effet, beaucoup d'emplois dans le secteur de la construction sont actuellement menacés – de tels projets sont donc une nécessité absolue pour la préservation et la sécurité de nombreuses places de travail durant la crise. Le PDR légumes bio du Seeland est aussi un projet de développement économique.

La responsabilité pour de telles pertes et suppressions d'emplois revient dans ce cas à 100% au groupe fenaco.

Mettre en jeu des places de travail de cette manière pour une querelle juridique est totalement irresponsable dans la situation pandémique actuelle, très difficile.

20210211 / ML

Association faîtière PRE BioGemüse Seeland

c/o BNPO Schweiz

Löwenplatz 3

3303 Jeggenstorf

+41 (0)31 763 30 03